

PRÉFET DE LA REGION RHONE-ALPES

Autorité Environnementale
Préfet de région

Décision de l'Autorité Environnementale, après examen au cas par cas, sur le projet de défrichement de 9226 m² sur la parcelle AT 42, lieu-dit les Iles d'Arve pour mise en culture, Sur la commune de Thiez, département de Haute Savoie

Décision n° 08214P0700 *n°329*

DREAL RHONE-ALPES / Service CEPE
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 5 mars /2014
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 13-401 du préfet de région Rhône-Alpes du 18 décembre 2013 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n°2013365-0008 du 31 décembre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçu et considérée complète le 7 février 2014, relative au défrichement de 9226 m2 en vue de la création de terrains agricoles, présentée par Monsieur Francis Jacquart, représentant la société COFORET ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la santé en date du 26/02/2014 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires en date du 26/02/2014 ;

Considérant

- que le projet de défrichement de 9226 m2 relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement,
- que le projet porte sur une forêt alluviale classée en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type II « ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes » et pour une très grande partie en ZNIEFF de type I « rives de l'Arve d'Anterne aux Valignons »
- que le projet est réalisé en vue de valoriser le terrain à des fins agricoles ;
- que néanmoins le projet induira des travaux d'excavation, d'extraction et de valorisation de matériaux alluvionnaires et l'apport de terres extérieures au site ;
- que les travaux envisagés, par la modification du sol et de l'occupation, de nature à porter atteinte aux milieux naturels ;
- Après examen du dossier, qu'au regard de l'ensemble des éléments précédents fournis par le pétitionnaires et des connaissances disponibles à ce stade, le projet est de nature à justifier la production d'une étude d'impact,

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, **le projet de défrichement de 9226m2 sur la parcelle AT 42 au lieu-dit « les Iles d'Arve » sur la commune Thiez (74) est soumis à étude d'impact.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région.

Pour le préfet de région, par délégation
la directrice régionale

Directrice de la DREAL et par
délégation
chef du service CÉPÉ

Elles PIROUX

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

